

ÉDITORIAL

Prévention et usages de drogues : sortir du capharnaüm.

La prévention est le parent pauvre des dépenses publiques consacrées aux politiques des drogues en Belgique. Moins de quatre pour cent y sont allouées¹. Les acteurs et les projets de prévention existent néanmoins et bénéficient d'une expérience d'une trentaine d'années de pratique et de réflexion. Les articles de Martine Dal, directrice de Prospective Jeunesse et Nicole Stenuit de l'équipe de Nadja à Liège en témoignent dans ce numéro. Il n'est néanmoins pas question d'un secteur réellement structuré. La prévention en lien avec les usages de drogues constitue un lieu de rencontre entre des initiatives issues d'acteurs très différents. Parmi ceux-ci, certains ont fait le pari d'inscrire leurs actions dans le champ de la promotion de la santé. La « prévention des assuétudes² », constitue en effet l'une des dix problématiques de santé prioritaires du programme quinquennal de promotion de la santé de la Communauté française de Belgique.

Sur le terrain, ces services collaborent avec ou font face à des équipes issues des services d'aide et de soins aux toxicomanes qui étendent leur action vers la prévention, aux services de prévention et de proximité créés par les communes avec un financement du Ministère fédéral de l'Intérieur, aux forces de l'ordre qui entrent dans les écoles avec leur projet MEGA, aux services de l'Aide à la Jeunesse et particulièrement les AMO dont les missions de prévention communautaire ne cessent de s'étendre, aux centres de jeunes et organisations de jeunesse qui intègrent la question des drogues dans la variété des conduites à risque que leur public rencontre, aux services de prévention du sida et autres maladies dont certains modes d'ingestion de produits comportent des risques de transmission, aux centres de santé mentale, aux plannings familiaux, PMS, PSE, RYD et dernièrement aux CLPS qui hébergent depuis 2007 les « point d'appuis assuétudes³ ». Un grand capharnaüm.

Ce foisonnement s'accompagne pourtant du reproche régulier qu'en matière de drogues, « on » ne ferait pas assez de prévention et qu'elle manquerait d'efficacité. Le paradoxe est qu'au nom de ces croyances, les nouveaux projets se multiplient, ajoutant sans cesse de nouvelles couches à la confusion, alors que les services spécialisés ne voient pas leurs moyens renforcés. La dispersion des deniers publics dépensés s'accompagne d'une concurrence entre ceux qui cherchent à les obtenir.

Ce numéro double a pour ambition d'apporter davantage de lisibilité et de clarté à propos des acteurs et des pratiques de prévention présents en Belgique francophone. Objectif partagé par Eurotox qui réalise un cadastre de la prévention dont Lucia Casero nous présente ici les premiers résultats.

Choisir de consacrer ce premier numéro sous le titre Prospective Jeunesse Drogues| Santé|Prévention aux acteurs et aux pratiques de prévention sur le territoire de la Communauté française est une manière d'afficher notre projet pour cette revue : être un lieu d'échange, de promotion des pratiques et d'affirmation des valeurs portées par la promotion de la santé dans le domaine des usages de drogues.

Étienne Cléda – *Rédacteur en chef*

1 En 2004 (derniers chiffres disponibles), tous niveaux confondus, les pouvoirs publics belges ont dépensé 295 millions d'euros pour financer leurs politiques en matière de drogues. Celles-ci comprennent les programmes de prévention, l'assistance et la sécurité. Le montant alloué à la prévention s'élève à 11,4 millions d'euros. DE RUYVER, Br., PELC, Is. et a., ss la dir. de, *Drogues en chiffres II. Etude des acteurs concernés, des dépenses publiques et des populations atteintes. Etude de suivi*, Gent, 2007, p. 73, 108, 148 et 182.

2 L'intitulé « assuétudes » nous semble particulièrement mal choisi tant il tend à faire croire que le seul risque lié aux usages de drogues est la dépendance pathologique.

3 A ces acteurs de terrain s'ajoutent les campagnes d'information grand public telles que celles lancées depuis 2008 par IDA, opérateur du « Fonds Fédéral Assuétudes » ou, depuis plus longtemps, par l'IBSR à propos de la conduite d'un véhicule sous influence (BOB).

PRÉVENTIONS Acteurs et pratiques en Wallonie et à Bruxelles

Prospectives et paradoxes de la prévention	2
Marine Dal	
Politiques de prévention et promotion de la santé	10
Roger Lonfils	
Prévention et réduction des risques en Communauté française. Première étape d'un cadastre	16
Lucia Casero	
Usages de drogues et assuétudes : acteurs de prévention à Bruxelles et en Wallonie	20
Étienne Cléda	
Le guide « Mille Facettes » : reflet de trente années de pratique en prévention	22
Nicole Stenuit	
Drogues : Valeurs et enjeux liés à la Réduction des Risques	28
Ludovic Henrard et Bruno Valkeneers	
Quelle efficacité de la prévention des addictions chez les adolescents?	32
Sandrine Roussel et Dominique Doumont	
Psychotropes, adolescence et perspectives d'intervention	34
Damien Favresse	
La surconsommation d'alcool en situation festive : quelle prévention et pour quoi faire? La parole aux jeunes	40
Céline Puissant	
Perceptions de la politique de santé liée au cannabis. Parole d'usagers.	46
Anne Discart	